

LA REVALORISATION 2009 DES PENSIONS REPORTÉE À AOÛT !

La date du Ramadan va-t-elle remplacer celle du 1^{er} mai ?

Dans Le Soir d'Algérie du 29 avril 2009, espace «Retraite», nous avons titré «Un 1^{er} Mai 2009 sans revalorisation annuelle des pensions/Et pourtant la loi est claire !». La réaction des pouvoirs publics ne s'était pas faite attendre, puisque 24h plus tard, soit le jeudi 30 avril, le ministre en charge de la Sécurité sociale annonçait qu'«il sera procédé dans les tout prochains jours à la revalorisation annuelle des retraites en fonction des moyens financiers de la CNR», et que «cette mesure intervient sur instruction du président de la République ». Sur la base de l'expression «(...)dans les tout prochains jours(...)», nous avons titré dans Le Soir d'Algérie du 6 mai 2009, «Les retraités n'auront pas attendu trop longtemps» : ce qui était une erreur de notre part, puisque deux mois plus tard, l'arrêté ministériel revalorisation 2009 des pensions n'a toujours pas été signé !

A nos yeux, «(...)dans les tous prochains jours(...)», qui plus est dans la bouche d'un ministre de la République, signifiait tout au plus une dizaine de jours. Mais il a fallu de nouveau attendre une déclaration du même ministre pour en savoir plus, déclaration faite le 28 juin 2009 à Mila où il a affirmé que «la décision portant revalorisation des pensions de retraite sera signée en août prochain, avec effet rétroactif à partir de mai 2009». Pourquoi reporter au mois de Ramadhan, ce qui doit être appliqué le 1^{er} mai ?

Pour rappel, l'ordonnance n°96-18 du 6 juillet 1996, modifiant et complétant la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (*Journal officiel* n°42 du 7 juillet 1996), a introduit pour la première fois la notion de

revalorisation annuelle : les pensions et allocations de retraite sont revalorisées avec effet au 1^{er} avril de chaque année par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale sur proposition du conseil d'administration de la CNR. Puis la loi n°99-03 du 22 mars 1999, modifiant et complétant la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (*Journal officiel* n°20 du 24 mars 1999), a rectifié le dispositif du 6 juillet 1996, en changeant d'abord la date du 1^{er} avril, qui pouvait prêter à équivoque, par celle plus symbolique du 1^{er} mai aux yeux des travailleurs, proposition faite par la FNTR UGTA – lorsqu'elle était à la pointe du combat pour le droit des retraités –, mais visiblement le gouvernement n'a pas avalisé cette date de gaieté de cœur, puisqu'aucune annonce de revalorisation

ces dernières années n'a coïncidé avec le 1^{er} mai. Comme en 2008, les retraités, encore une fois, devront prendre leur mal en patience. Ce ne sera pas en 2009 que leur droit légal à la revalorisation annuelle de leur pension sera libéré de toute contingence politique ou autre manipulation circonstancielle, religieuse notamment, puisque le gouvernement semble avoir choisi le mois de Ramadhan dorénavant pour annoncer la revalorisation annuelle des pensions de retraite. Ira-t-il jusqu'à modifier la loi, pour remplacer le 1^{er} mai par le mois de Ramadhan ? Et puis, pourquoi, du côté des pouvoirs publics, veut-on continuer à faire croire que la décision de revalorisation annuelle des pensions de retraite serait un acte de générosité et de largesse émanant

du gouvernement ? Personne n'est dupe : au risque de nous répéter, la revalorisation est une mesure contenue dans la loi, elle est financée par le seul argent des assurés sociaux, donc la seule CNR (ou la Casnos pour les non-salariés) et n'est pas à la charge du budget de l'Etat.

La CNR a dégagé un budget pour cette opération et son conseil d'administration aurait fait des propositions de taux de revalorisation au ministère de tutelle, propositions qui situeraient le (ou les) taux de revalorisation entre 7 et 12%.

Le gouvernement gagnerait en crédibilité en appliquant et respectant la loi, rien que la loi : les centaines de milliers en souffrance ne demandent pas plus.

Djilali Hadjadj

Bonjour messieurs de la rubrique «Soir retraite» !

Je vous adresse toutes mes salutations. Depuis très longtemps, vous nous faites part de notre page les mercredis. Quelle fut ma déception de ne pas l'avoir trouvée le 18 juin 2009. Nous qui attendions une hypothétique annonce sur le taux de revalorisation pour cette année.

Nous sommes restés sur notre faim. Tout en vous saluant et vous souhaitant un très bon courage et la poursuite de la merveilleuse œuvre que vous faites à notre intention, vous nous êtes d'une précieuse aide. Sans vous, nous restons au fond du puits, sans aucune nouvelle de quoi que ce soit.

Il n'y pas d'autres formes de communication. Merci pour tout ce que vous faites pour nous.

Un internaute du *Soir d'Algérie*

Courrier des lecteurs

A propos de la revalorisation 2009

Merci pour la publication de ma lettre dans l'espace retraite du 10 juin 2009. Je vous adresse ci-dessous la réponse que la CNR m'avait fait parvenir par email.

Akroum Mohammed (Hamani)

RÉPONSE DE LA CNR : Aucune instruction n'a encore été donnée pour le paiement de la revalorisation de 2009. Elle se fera ultérieurement.

Rectifier les 5 meilleures années

Dans le courrier des lecteurs du 20 mai 2009 vous avez donné une fausse réponse à M. Bakhadadi : la réglementation (la plus récente) parle de 5 dernières années ou bien les 5 meilleures années si la rémunération est plus avantageuse ! Ayez, la gentillesse de rectifier.

RÉPONSE : Cet internaute a raison de rectifier et nous le remercions : notre réponse n'était pas fausse, elle était incomplète et nous avons voulu faire raccourci. Nous rappelons que nous avons par le passé publié à maintes reprises la réponse la plus complète possible sur cette question, avec les références réglementaires.

Droit à une allocation de retraite

Je suis actuellement femme au foyer, mariée et j'ai 5 enfants. J'ai travaillé dans une compagnie maritime pendant 10 ans, de 1972 à 1982. Je suis âgée de 56 ans. J'aimerais savoir si j'ouvre droit à une pension de retraite ou à une allocation en fonction des années travaillées.

B. S.

RÉPONSE : Pour une pension de retraite, il faut avoir cotisé au moins pendant 60 trimestres ou 15 ans. Pour une allocation de retraite, il faut être âgé de 60 ans au moins et ayant travaillé pendant au moins 20 trimestres ou 5 ans.

IRG et pension supérieure à 20 000 DA

Il est souhaitable que la direction générale de la CNR donne une réponse aux doléances des retraités dont les pensions dépassent de peu les 20 000 DA et qui ne cessent de réclamer l'instauration d'un barème IRG équitable.

Il n'est nullement question de remettre en cause le privilège dont bénéficient les retraités dont la pension est inférieure à 20 000 DA (exonération de l'IRG), mais la mise en application d'un barème IRG dont la ponction démarre à partir de 20 000 DA

dépénalisera une partie de la pension de retraite lésée par cette décision.

M. Chenane, Aïn-Benian, Alger

Retraite proportionnelle et sans condition d'âge pour les femmes

Je suis un cadre, j'ai 40 ans et je suis mère de 3 enfants. J'ai travaillé pendant 10 ans dans un ministère. Actuellement j'entame ma 5^e année à Sonatrach. Je voudrais savoir si j'ai le droit de demander la retraite anticipée ? J'ai 15 années de travail : quel sera le montant de ma retraite et à quel âge, 55 ou 60 ans, je percevrais ma retraite à 80% ou à 100% ?

RÉPONSE : Encore la confusion entre retraite anticipée, et retraite proportionnelle et sans condition d'âge. Cette lectrice fait allusion à la retraite proportionnelle et sans condition d'âge — qui sont attribuées à la demande exclusive du salarié. Par contre, la retraite anticipée concerne les travailleurs qui ont perdu leur travail de façon involontaire par suite de compression d'effectifs ou cessation de l'activité de l'employeur. La retraite sans condition d'âge est servie aux travailleurs réunissant 32 ans d'activité, et la retraite proportionnelle est subordonnée à l'accomplissement de deux conditions qui sont : être âgées de 45 ans pour les femmes et réunir 15 ans d'activité. Pour ces 2 formules, les pensions accordées sont liquidées définitivement et ne sont pas susceptibles de révision en cas de reprise d'une activité rémunérée postérieurement à l'admission en retraite ou une fois atteint l'âge légal de départ à la retraite (60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes).

Recouvrement de droits

Je m'adresse à vous avec l'espoir d'avoir une réponse à mes questions. Je suis veuve d'un ancien militant actif dans la guerre de Libération. J'ai en ma possession des papiers et des preuves de son séjour en prison sous l'inculpation de chef de cellule, collecte de fonds et de médicaments. Mon mari n'a rien eu de son vivant, mais sa retraite me fait juste vivoter. Alors je vous en prie, dites-moi si j'ai droit de demander ses droits ? Et si oui, à qui m'adresser ?

Mayouf O., Bouira

RÉPONSE : S'adresser à la direction des moudjahidine de votre wilaya.

32 ans et pourquoi pas plus !

Je suis fils de chahid totalisant une cotisation pour la retraite de plus de 32 ans effectifs. Je vous demande si les 7 années

accordées par la loi de 1999 m'ouvrent droit à un plus dans ma retraite.

Akli Saïd, Hassi-Messaoud (Ouargla)

RÉPONSE : Le montant maximum d'une pension de retraite est de 80% du salaire soumis à cotisation, pourcentage atteint après 32 ans d'activité. Les 7 années que vous évoquez n'augmenteront pas ce «maximum».

Militaire «retraité» et retraite anticipée dans le civil

Militaire, j'ai une demi-retraite. Actuellement, j'ai 32 ans dans une entreprise et je désire partir en retraite anticipée : est-ce que je peux garder les deux pensions ?

RÉPONSE : Vous avez quel âge et êtes-vous sûr qu'il s'agit d'une pension de retraite militaire dont vous bénéficiez déjà ? A partir du moment où dans le civil vous êtes toujours en activité, vous pouvez bénéficier, à votre demande, d'une retraite sans condition d'âge qui est servie aux travailleurs réunissant 32 ans d'activité. Il ne s'agit pas d'une retraite anticipée, qui elle, concerne les travailleurs qui ont perdu leur travail de façon involontaire par suite de compression d'effectifs ou cessation de l'activité de l'employeur. Le cumul n'est pas interdit.

Retraite proportionnelle et affiliation à la Casnos

Je viens vous demander conseil en ce qui concerne ma demande de retraite proportionnelle, tout en espérant recevoir une réponse claire pouvant atténuer ma souffrance avec la CNR. En 2004, j'étais âgé de 50 ans, ayant cumulé 30 ans d'activité avec cotisations. En 2006, j'ai déposé mon dossier de retraite proportionnelle à l'agence CNR Bougara, où quelques mois plus tard, on me notifia un rejet, au motif que j'exerce une activité libérale, donc affilié à la Casnos. Non convaincu du rejet, au regard de la loi régissant la retraite proportionnelle, qui conditionne cette retraite à 50 ans d'âge et plus de 20 ans de cotisation. Ayant saisi la commission de recours préalable, aucune suite ne m'a été réservée à ce jour. Ma question est la suivante: que dois-je faire ?

Rachid Boumaïche

RÉPONSE : Le bénéfice de la retraite proportionnelle est obtenu lorsque le concerné est encore en activité. Le rejet de votre demande par la CNR peut s'expliquer si vous avez interrompu votre activité salariée, puis vous avez entamé une activité libérale et qu'après vous avez demandé à bénéficier d'une retraite proportionnelle auprès de la CNR.